

M. Clark: Sans doute le ministre des Finances connaît-il la date; peut-être pourrait-il en instruire le premier ministre. Nous aimerions connaître cette date. Nous aimerions également savoir, si le premier ministre veut bien un moment s'intéresser à la chose, ce que le gouvernement du Canada entend faire pour venir en aide tout particulièrement à ceux que son impéritie et son incurie à l'égard de l'économie ont dépossédés de leur maison.

Je rappelle au premier ministre que dans son propre discours du trône, il avait promis que son gouvernement aiderait ceux qui ne pourraient pas renégocier leur hypothèque dans les conditions anormales actuelles, de façon à éviter la perspective d'une saisie. Cette menace est devenue réalité pour des centaines de milliers de Canadiens partout au Canada. Je tiens à ce que le premier ministre nous dise si le gouvernement a prévu, à l'intention des Canadiens présentement chassés de leur maison, dans le cadre du budget dont les ministres refusent de révéler la date de présentation, des mesures propres à leur venir en aide?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le très honorable chef de l'opposition voudrait que je lui révèle déjà ce que renfermera le budget. Si j'obtempérais à sa demande, sans doute serait-il le premier à me reprocher de faire fi des conventions de la Chambre . . .

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: . . . en dévoilant les secrets de notre budget. Il sait pertinemment, pour avoir brièvement assumé les fonctions de premier ministre, qu'on ne connaît la teneur d'un budget qu'au moment où le ministre des Finances donne lecture de son exposé budgétaire.

LE DÉTAIL DE L'AIDE

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Madame le Président, le premier ministre sait pertinemment que s'il a la belle vie, il n'en va pas de même pour bon nombre de nos concitoyens; il sait aussi que de nombreux Canadiens qui vont devoir renouveler leur hypothèque—et ils seront plus de un demi-million dans les 12 prochains mois—veulent être fixés immédiatement. Ils ne peuvent pas attendre l'échéance de la date hypothétique que le ministre a en tête; ils ne peuvent pas attendre que le premier ministre daigne accorder son attention aux affaires du pays. Ils ont besoin de savoir sur-le-champ quel genre d'aide l'État se propose de leur offrir. Le ministre du Logement a dit une chose et le ministre des Finances a dit le contraire.

Le premier ministre pourrait-il affirmer à la Chambre qu'on va effectivement secourir les Canadiens qui seront obligés de se défaire de leur maison? Ne pourrait-il pas dire à la Chambre des communes et à nos concitoyens qui attendent de savoir ce qu'il en est, maintenant qu'il est revenu en sol canadien, quelle forme d'aide on va leur accorder pour éviter qu'ils n'aient à se défaire de leur maison, à renoncer à leurs investissements, à faire une croix sur leur avenir, et ce, parce que le parti libéral n'a que faire de l'économie de notre pays?

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, on comprend bien pourquoi le chef de l'opposition veut que je lui dise par anticipation les dispositions que comporte le budget. C'est facile à comprendre. Le chef de l'opposition a bien hâte de commencer à rédiger les discours qu'il va prononcer pendant le débat sur le budget. Je l'encourage à continuer de répéter ces discours. Je suis sûr qu'il peut les améliorer.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Il n'échappera pas à la Chambre que la troisième question reprend mot pour mot la deuxième. Le chef de l'opposition veut savoir si le budget contiendra telle ou telle chose, et je répète que c'est contraire aux usages de la Chambre de dévoiler les dispositions du budget avant son dépôt officiel.

* * *

[Français]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION DU MAROC

Mme le Président: J'ai l'honneur de signaler la distinguée présence à la tribune de Son excellence M'Hamed Boucetta, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc, à qui je souhaite la bienvenue.

* * *

● (1430)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

ON RÉCLAME UNE MESURE VISANT À PALLIER LES TAUX
D'INTÉRÊT ÉLEVÉS

L'hon. Roch La Salle (Joliette): Madame le Président, ma question s'adresse également . . .

Des voix: Il n'a pas changé . . .

M. La Salle: . . . madame le Président, ces gens de l'autre côté n'ont pas changé, et de la façon dont les choses vont au Canada il était temps que je revienne.

Des voix: Oh! oh!

M. La Salle: Je pose ma question à la suite de celles posées par mon chef au très honorable premier ministre que je salue, et ce dernier sait sûrement, madame le Président, depuis qu'il est revenu de ses voyages, que des milliers de Québécois et de Canadiens sont vraiment inquiets par la situation économique, plus particulièrement par les taux d'intérêt.

Le premier ministre a refusé de rassurer les propriétaires et les locataires qui connaîtront d'énormes difficultés que dans son budget, il présentera des mesures concrètes visant à leur aider à conserver leur maison et, du même coup, permettant de relancer l'industrie de la construction.